



Perspectives chinoises

2011/4 | 2011

La modernisation de l'Armée populaire de libération et
ses répercussions

Le paradoxe de la perception de l'APL par Taiwan

Plus puissante mais moins menaçante ?

Arthur S. Ding et Paul A. Huang

Traducteur : Jean-Paul Maréchal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6102>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 47-56

ISBN : 979-10-91019-01-9

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Arthur S. Ding et Paul A. Huang, « Le paradoxe de la perception de l'APL par Taiwan », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2011/4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2014, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6102>

Le paradoxe de la perception de l'APL par Taiwan

Plus puissante mais moins menaçante ?

ARTHUR S. DING ET PAUL A. HUANG*

RÉSUMÉ : Dans le contexte de l'essor économique de la Chine depuis les années 80, la modernisation rapide de l'Armée populaire de libération est toujours restée l'inquiétude majeure de Taiwan en matière de sécurité nationale. Cet article avance que, en dépit de la menace militaire que présente l'armée chinoise pour Taiwan, l'évolution de la politique chinoise vis-à-vis de Taiwan ainsi que la détermination des États-Unis à rester la puissance dominante dans la région Asie-Pacifique autorisent à penser que la probabilité d'un conflit à travers le détroit est moins élevée qu'il y a quelques années. La situation actuelle reflète un contraste majeur entre la perception d'une menace à long terme et celle d'une stabilité à court terme à travers le détroit de Taiwan.

MOTS-CLÉS : Armée populaire de libération ; perception de l'armée chinoise ; relations Chine-Taiwan ; modernisation de l'armée taïwanaise ; « Hard RoC ».

Depuis les années 1950, c'est-à-dire peu après que le gouvernement Kuomintang (KMT, ou Parti nationaliste) se soit réfugié à Taiwan après avoir été défait par le Parti communiste chinois (PCC) en Chine continentale, Taiwan est constamment demeuré sous la menace militaire de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise. Dans les années 1980, alors que la Chine lançait sa politique d'ouverture et de réforme, et accordait dès lors une plus grande importance au développement économique qu'à la lutte des classes ou au renforcement de ses capacités militaires, les observateurs de Taiwan ont commencé à percevoir un déclin du niveau de menace posée par le continent. Toutefois, après la fin de la Guerre froide, alors que Taiwan se démocratisait, la perception d'une menace se fit à nouveau plus vive et fut accentuée par des événements tels que la crise du détroit de 1995-96 qui vit la Chine procéder à des tirs d'essai de missiles balistiques près des principaux ports de Taiwan et effectuer des exercices de tir réel en mer de Chine orientale. La hausse annuelle à deux chiffres du budget militaire de la Chine depuis vingt ans ainsi que les révélations successives concernant le développement de nouveaux systèmes d'armement sophistiqués ont également contribué à raviver les inquiétudes concernant les intentions de la Chine.

Toutefois, au milieu des années 2000, en dépit d'une modernisation profonde de l'armée chinoise, du déploiement continu par l'APL de missiles balistiques en face de Taiwan et du refus de Pékin d'exclure toute possibilité de l'usage de la force contre l'île, les observateurs de Taiwan ont commencé à estimer que la probabilité d'un affrontement militaire dans le détroit de Taiwan était moins élevée qu'auparavant. Cet article défend l'idée que ce sont avant tout le changement de politique de la Chine vis-à-vis de Taiwan et la détermination des États-Unis à rester la puissance dominante dans la région Asie-Pacifique qui ont suscité un regain d'optimisme chez les analystes. Cette situation reflète un contraste majeur entre la perception d'une menace à long terme et celle d'une stabilité à court terme dans le détroit de Taiwan.

Cet article est divisé en quatre sections. La première traite de la manière dont Taiwan perçoit la menace chinoise et l'impact de cette perception sur la défense de l'île. La deuxième s'intéresse plus particulièrement au changement d'approche de la Chine vis-à-vis de Taiwan. La troisième section analyse la stratégie militaire et défensive adoptée par Taiwan dans le contexte d'une probabilité réduite d'un conflit entre les deux rives. La section finale explore la modernisation du système de défense de Taiwan face à une menace militaire chinoise permanente et la perspective d'un renforcement de la confiance mutuelle à travers le détroit.

L'évolution des perceptions de la menace chinoise à Taiwan

À Taiwan, la perception bien ancrée d'une menace militaire chinoise commença à s'atténuer à la fin des années 1980, surtout après 1987 lorsque le gouvernement de Taiwan, cédant aux pressions humanitaires de l'opposition, approuva les visites « au pays » des soldats retraités, permettant ainsi aux anciens combattants de retourner sur leur lieu de naissance pour la première fois depuis 40 ans. Ce changement de politique, associé à une attitude plus tolérante de la Chine symbolisée par la promotion de la « réunification pacifique selon la formule "un pays, deux systèmes" », marqua le début d'une nouvelle phase dans les relations entre les deux rives.

Bien que Taiwan et la Chine aient dès lors commencé à communiquer sur des questions fonctionnelles et que les liens commerciaux et économiques se soient resserrés, les désaccords politiques entre les deux rives demeurèrent

* Arthur S. Ding est chercheur et directeur intérimaire à l'Institut des relations internationales (IIR) de l'Université nationale Chengchi (NCCU), Taipei, Taiwan ; Paul A. Huang est chercheur post-doctorant, IIR, NCCU.

rent inchangés à ce stade⁽¹⁾. Taiwan s'efforça activement d'améliorer son statut international en faisant valoir que ses succès en matière de développement économique, politique et social devaient être reconnus par la communauté internationale et récompensés par une normalisation de son statut. Par ailleurs, sous le nom de République de Chine (RdC), Taiwan était depuis longtemps un État souverain et demandait à être reconnu comme tel en réclamant un représentant officiel dans toutes les organisations internationales. Pour Pékin, cette démarche, marquée tout particulièrement par la visite du président Lee Teng-hui (

courcir le délai entre le traitement des données de ciblage et le déclenchement de la frappe, ce qui lui permettrait de réaliser le type de frappes de précision à longue distance nécessaire pour décapiter Taiwan⁽⁸⁾.

Une autre inquiétude, soulevée par des analystes américains, tient au développement par l'armée chinoise de capacités de déni de zone ou d'anti-accès (A2/AD), qui auraient pour objectif de bloquer tout accès maritime aux forces américaines et donc d'empêcher une intervention des États-Unis dans le détroit si un conflit militaire venait à éclater entre les deux rives⁽⁹⁾. Beaucoup estiment que la capacité A2/AD de la Chine tient à l'acquisition de missiles balistiques antinavires à portée intermédiaire (ASBM), capables d'être dirigés après leur rentrée dans l'atmosphère et de frapper un porte-avions américain en mouvement⁽¹⁰⁾.

Jusqu'à récemment, la plupart des analystes avaient écarté l'éventualité de l'usage d'ASBM contre des porte-avions américains du fait de la complexité de cette opération. Le Dongfeng (DF)-21, missile balistique intermédiaire supposé être possédé par la Chine, a une portée d'environ 2 500 kilomètres et une vitesse supérieure à Mach 7 après sa rentrée dans l'atmosphère⁽¹¹⁾. À une telle vitesse, beaucoup d'analystes estiment qu'il est pratiquement impossible d'orienter la direction du missile de manière suffisamment précise pour frapper un porte-avions.

Toutefois, il semble que les chercheurs chinois poursuivent l'idée de produire un ASBM et soient même sur le point d'y parvenir. Plusieurs modèles auraient été développés, du DR-21A au DF-21D, et d'après certains hauts officiers américains ces missiles pourraient bel et bien représenter une menace pour les porte-avions américains⁽¹²⁾. Quoi qu'il en soit, le programme ASBM de l'APL a eu un effet psychologique sur les forces américaines et sur les pays voisins de la Chine, et certains d'entre eux estiment que si les États-Unis ne peuvent plus pénétrer dans le détroit, leur rôle dans la région risque d'être sérieusement remis en question.

Par ailleurs, la rénovation récente de l'ancien porte-avions Varyag, racheté à l'Ukraine en 2002, est la preuve que la Chine a bien l'intention de développer une marine hauturière⁽¹³⁾. Même s'il est probable qu'il lui faudra plusieurs années pour mettre sur pied et faire fonctionner un groupe aéronaval, la nouvelle d'un essai du Varyag a néanmoins donné lieu à toutes sortes de spéculations sur l'impact qu'un tel développement pourrait avoir sur le paysage géostratégique de la région. De la même manière, le lancement de ce porte-avions exerce une pression psychologique sur Taiwan, forçant les analystes militaires de l'île à se demander comment Taiwan devrait réagir si le groupe aéronaval chinois devait déclencher une action militaire maritime à l'est de Taiwan.

La Chine a elle aussi tiré plusieurs leçons de la crise de 1995–96. En premier lieu, elle a compris que les États-Unis étaient prêts à intervenir d'une manière ou d'une autre si un conflit militaire venait à éclater dans le détroit⁽¹⁴⁾. Pour cette raison, l'APL se devait en priorité d'investir lourdement dans le développement de capacités de missiles antinavires et dans d'autres systèmes d'armements asymétriques afin de dissuader les États-Unis d'intervenir, ou du moins d'augmenter considérablement le coût de toute intervention américaine. Dès décembre 2009, l'APL avait déployé entre 1 050 et 1 150 missiles balistiques à courte portée de type CSS-6/7 en face de Taiwan⁽¹⁵⁾. Les préparations mises en œuvre par la Chine pour empêcher ou vaincre une possible intervention américaine dans le détroit n'ont fait que renforcer le sentiment d'une recrudescence de la menace militaire chinoise dans l'île.

Étant donné que Pékin estime que Taiwan fait partie de la Chine, l'utilisation de la force contre un territoire que Pékin considère comme étant

situé à l'intérieur de ses frontières a toujours été une option. Bien que la menace militaire envers Taiwan se soit considérablement renforcée au fil des années, la Chine a néanmoins peu à peu changé sa politique stratégique envers l'île ces dernières années⁽¹⁶⁾ et, pour reprendre les termes d'un analyste taiwanais, cette nouvelle politique relève davantage « de la politique de la carotte que de celle du bâton »⁽¹⁷⁾.

Le changement d'approche militaire de la Chine à l'égard de Taiwan

Au moment où la politique de la Chine envers Taiwan est passée d'une approche dure sous Jiang Zemin à une approche plus douce aujourd'hui sous Hu Jintao, le rôle des forces armées est passé au second plan, même s'il n'a en aucun cas été abandonné. Le changement est surtout d'ordre tactique, puisque le but ultime de la Chine – la réunification finale au nom du principe d'« une seule Chine » – demeure inchangé.

Les raisons de ce revirement n'ont jamais été formellement dévoilées par Pékin, mais il est possible d'avancer quelques hypothèses. D'une part, les exercices militaires effectués lors de la crise de 1995–96 ainsi que les attaques verbales lancées par le Premier ministre Zhu Rongji à la veille de l'élection présidentielle taiwanaise de 2000 se sont avérés contre-productifs, et le peuple taiwanais s'est senti aliéné sans pour autant que l'indépendance de Taiwan n'ait vu le jour. Les contre-effets d'une politique chinoise antagoniste avaient pu être perçus dès 1996, avec la victoire écrasante de Lee Teng-hui à l'élection présidentielle.

- Robert Pape, « Why a Chinese Preemptive Strike against Taiwan would Fail », *Taiwan Defense Affairs*, vol. 3, n° 2, hiver 2002/03, www.taiwanus.net/Taiwan_Future/national_defence/2002/03_02/03_02_10_01.htm, (consulté le 13 décembre 2011) ; Liu Kuang-hua, « How the Coalition Force Defeats the Iraqi », *Taiwan Defense Affairs*, vol. 3, n° 3, printemps 2003, p. 98-122.
- Ce terme fut d'abord introduit dans le vocabulaire militaire américain dans la Revue quadriennale de défense de 2001 pour caractériser les tentatives visant à empêcher l'armée américaine d'intervenir si la Chine décidait d'attaquer Taiwan. Pour une analyse complète du rôle de la marine de l'APL dans les A2/AD, voir Michael McDevitt, « China's Naval Modernization: Cause for Storm Warning? », présenté au 2010 Pacific Symposium sponsorisé par US National Defense University, Washington, 16 juin 2010, www.ndu.edu/inss/docuploaded/PLAN_McDevitt_Remarks.pdf, (consulté le 13 décembre 2011). La manière dont l'APL exécutera la mission A2/AD fait l'objet de débats. Certains estiment que l'APL mettra l'accent sur le déni d'accès aux États-Unis et que, une fois isolée, Taiwan se rendra immédiatement.
- Norman Friedman, « China Working on Anti-Ship Ballistic Missiles », *Naval Institute Proceedings*, juillet 2006, p. 90-91.
- Mark Stokes, *China's Evolving Conventional Strategic Strike Capability*, p. 1-10.
- « China has carrier-killer missile, US admiral says », *Washington Times*, 27 décembre 2010, www.washingtontimes.com/news/2010/dec/27/china-deploying-carrier-sinking-ballistic-missile, (consulté le 13 décembre 2011).
- Kathrin Hille et Mure Dickie, « China Reveals Aircraft Carrier Plans », *Financial Times*, 17 December 2010, www.ft.com/intl/cms/s/0/fa7f5e6a-09cc-11e0-8b29-00144feabdc0.html#axzz1GjN5KgW0, (consulté le 13 décembre 2011).
- Arthur S. Ding, « The Lessons of the 1995-1996 Military Taiwan Strait Crisis: Developing a New Strategy toward the US and Taiwan », in Laurie Burkitt, Andrew Scobell, et Larry Wortzel (eds.), *The Lessons of History: The Chinese People's Liberation Army at 75*, Carlisle (PA), US Army War College Strategic Studies Institute, 2003, p. 379-402, www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=52, (consulté le 13 décembre 2011).
- Office of the Secretary of Defense, *Annual Report to Congress – Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2010*, Washington, Office of the Secretary of Defense, 2010, p. 1-2.
- Le ministre des Affaires taiwanaises du Conseil des affaires d'État, Wang Yi, a déclaré que le déploiement par la Chine de nombreux missiles balistiques le long du détroit sert essentiellement à satisfaire les besoins sécuritaires de la Chine et ne vise pas la population taiwanaise. Toutefois, cette déclaration ne peut apaiser les inquiétudes de Taiwanais, car la perception de la menace chinoise à Taiwan est davantage liée à la présence même de missiles qu'au nombre de missiles déployés. Pour plus de détails sur les déclarations de Wang Yi, voir Chen Fang-ming, « Zhongguo zai jiaoliu shenme? » (De quoi la Chine s'inquiète-t-elle ?), *China Times*, 4 août 2011, <http://mag.chinatimes.com/print.aspx?artid=9155> (consulté le 13 décembre 2011).
- Lin Chong-pin, « More carrot than stick: Beijing's emerging Taiwan policy », *China Security*, vol. 4, n° 1, hiver 2008, p. 4.

D'autre part, l'environnement diplomatique de la Chine a pâti de son attitude agressive envers Taiwan à la fin des années 1990. La naissance du concept même de « menace chinoise » fut le résultat direct de l'attitude agressive de l'APL, qui ne fit qu'isoler la Chine en encourageant les États-Unis à resserrer leurs liens avec Taiwan et à renforcer leur alliance avec le Japon. Cette attitude porta également atteinte à l'objectif que nourrissait la Chine de tisser de meilleures relations avec ses pays voisins, notamment en Asie du Sud-Est.

La politique « dure » n'avait donc pas atteint ses objectifs, et un changement de cap était nécessaire. Ce besoin de changement coïncidait avec l'arrivée de Hu Jintao au pouvoir en Chine ⁽¹⁸⁾. En tant que figure de proue de la quatrième génération de dirigeants, Hu prit peu à peu le contrôle du Parti, de l'État et de l'Armée des mains de Jiang Zemin entre 2002 et 2005. Pendant cette période, les relations entre Taiwan et la Chine s'orientèrent dans une nouvelle direction avec la reprise de la coopération entre le PCC et le KMT, marquée par la visite en Chine du président du KMT d'alors, Lien Chan, en 2005 ⁽¹⁹⁾. L'achèvement de la transition politique et la visite de Lien en Chine eurent un impact important sur la politique militaire de la Chine à l'égard de Taiwan, et permirent à Pékin d'adoucir sa politique vis-à-vis de Taipei tout en refusant d'abandonner l'option de recourir à la force contre Taiwan pour contrer toute tentative indépendantiste de l'île.

Par exemple, le discours de Hu devant le ^{xvii}e Congrès en 2007 reflétait un adoucissement considérable sur la question de Taiwan, et ne faisait pas mention d'une opposition à l'« indépendance de Taiwan » ou aux « deux Chine » ⁽²⁰⁾. Dans son rapport politique au ^{xvii}e Congrès, Hu offrit même à Taiwan la possibilité de négocier un accord de paix ⁽²¹⁾. Ces inflexions dans la politique chinoise sous la présidence du Hu posèrent les fondations d'une détente significative dans les relations entre les deux rives. Plusieurs aspects importants de ce revirement valent la peine d'être soulignés.

Du point de vue militaire, Pékin insista dès lors moins lourdement sur la possibilité d'un recours à la force contre Taiwan. La tension militaire avait atteint son paroxysme à trois reprises durant la présidence de Jiang : en 1995, 1996 et 1999. Il n'y eut, en revanche, aucun incident comparable sous la présidence de Hu Jintao. Au contraire, Pékin décida de mettre l'accent sur la nécessité d'une approche non militaire à l'égard de Taiwan et se donna les moyens d'influencer Taiwan d'une manière plus délicate. Par exemple, les exercices militaires annuels sur l'île de Dongshan furent arrêtés en 2005 après avoir été réduits en 2004. En réponse, Taipei annonça l'annulation de l'exercice Han Kuang prévu pour le 9 septembre 2004 ⁽²²⁾. En outre, les exercices amphibies et aériens d'ordinaire effectués dans le détroit par l'APL furent menés ailleurs afin de paraître moins provocateurs.

Cela ne signifie pas que la Chine avait abandonné toute approche militaire, mais qu'elle préférait privilégier une approche plus conciliatrice sans pour autant exclure le recours à la force. En 2007, Hu fit remarquer que la mission première de l'APL était de gagner la guerre contre Taiwan, mais il souligna également qu'une attaque de l'île pourrait avoir plusieurs conséquences négatives : elle porterait atteinte au développement économique de la côte sud-est de la Chine, nuirait aux relations extérieures de la Chine, endommagerait les investissements étrangers en Chine, causerait des pertes humaines et retarderait la modernisation du pays ⁽²³⁾.

Bien que Hu ait proclamé la « Loi anti-sécession » ⁽²⁴⁾ en 2005 pour se prémunir contre une éventuelle déclaration d'indépendance de Taiwan, et bien que cette loi ait été perçue comme un pas en avant dans la préparation juridique d'un conflit avec Taiwan, son but inavoué était davantage de

permettre aux responsables chinois des affaires taiwanaises de s'affranchir des oppositions internes afin de renforcer les contacts à travers le détroit, que d'intimider Taiwan, même si la proclamation de cette loi eut néanmoins pour effet d'aliéner encore plus la population taiwanaise. En d'autres termes, la ratification de la « Loi anti-sécession » servait deux objectifs : d'une part, elle visait à repousser toute critique de la nouvelle politique de Hu à l'égard de Taiwan ; d'autre part, elle visait à temporaliser afin de trouver une nouvelle approche qui permettrait à la Chine de gagner les cœurs et les esprits des Taiwanais dans le but ultime de la réunification politique.

La politique de Hu vis-à-vis de Taiwan était aussi perceptible dans la nouvelle relation triangulaire entre Pékin, Washington et Taipei. La nouvelle approche consistait à empêcher l'indépendance de Taiwan de manière diplomatique, par le biais de Washington, plutôt que de défier Taipei de manière directe ou militaire. Cette tactique était radicalement différente de celle utilisée à l'époque de Jiang Zemin. Hu Jintao, quant à lui, comptait sur Washington pour empêcher toute action déstabilisatrice de la part Taiwan.

Par exemple lors de la campagne présidentielle de 2004, Pékin, contre toute attente, s'est gardé de recourir à toute intimidation militaire ou verbale. Bien que le candidat indépendantiste Chen Shui-bian (陳

forcement de la confiance mutuelle dans le domaine de la sécurité militaire »⁽²⁷⁾.

En bref, sous Hu Jintao, l'approche de la Chine vis-à-vis de Taiwan est devenue plus patiente et moins agressive en réponse à une plus grande conciliation de Taipei sur la question de l'indépendance. Aujourd'hui, l'attitude de Pékin est plus douce, plus proactive et plus flexible pour ce qui concerne ses rapports avec Taipei dans les domaines économique, social et culturel. Ce nouvel environnement a nettement contribué à réduire la perception de menace chinoise parmi les analystes taiwanais.

Les approches militaires de Taiwan face à une probabilité réduite de conflit

Afin de protéger la sécurité militaire de Taiwan face à la menace chinoise, la politique stratégique militaire de l'île s'était longtemps focalisée sur une stratégie de « défense en profondeur » pendant la présidence de Lee Teng-hui (1988–2000). Cette stratégie était fortement influencée par l'ancien chef d'État-major de la RdC, le général Hau Pei-tsun (

ses centres de logistique et de soutien, ses bases aériennes et d'autres cibles militaires sur le continent⁽³⁶⁾.

La nouvelle approche de Chen provoqua un débat animé à Taiwan comme en Chine. Sur le continent, la nouvelle stratégie militaire et la nouvelle doctrine opérationnelle de l'île furent perçues comme provocatrices, beaucoup d'analystes continentaux ayant établi un lien entre cette nouvelle évolution et un important contrat de ventes d'armes négocié avec le président George W. Bush. Pour eux, la nouvelle doctrine était la preuve d'une conspiration entre Taiwan et le gouvernement Bush visant à renforcer les relations sécuritaires entre les États-Unis et Taiwan et à poser les jalons de l'indépendance de Taiwan.

À Taiwan, les débats étaient centrés sur les implications liées aux efforts de préparation d'une guerre « au-delà des frontières » ainsi que sur le rôle et la fonction de différents corps d'armée impliqués dans cette nouvelle stratégie. Le général Hau Pei-tsun était l'un des détracteurs virulents de cette nouvelle approche. Pour lui, une question essentielle était de savoir si Taiwan avait ou non la capacité de lancer une campagne militaire véritablement décisive. Hau souligna que les campagnes « décisives » ne pouvaient être lancées que par des nations fortes contre des nations plus faibles, et non l'inverse. Cette analyse impliquait que Taiwan devait plutôt suivre une stratégie de guerre d'usure dans le but de préserver le maximum de ses capacités pour la campagne finale contre l'ennemi, c'est-à-dire une fois que les troupes de ce dernier auraient débarqué sur les côtes de l'île⁽³⁷⁾.

Un autre débat concernait la répartition des rôles des différents corps d'armée dans la défense de Taiwan. Pour Hau Pei-tsun, la priorité devait être donnée à la supériorité aérienne et au déni d'accès naval, même si le but ultime pour Taiwan était de préserver ses forces pour mener à bien une guerre d'usure. Si une campagne décisive utilisant les forces aériennes et navales venait à être lancée dès le début des hostilités, Hau craignait que les capacités de défense de l'île ne soient totalement anéanties dès les premières étapes du conflit⁽³⁸⁾. Un dernier argument portait sur le fait de savoir si les forces armées de la Rdc pouvaient ou devaient mener une campagne hors des frontières. Hau y était totalement opposé, faisant valoir que cela impliquait une attaque proactive et préventive contre le continent, mission qui dépassait les capacités militaires de l'île.

Taiwan réorienta peu à peu sa stratégie de défense après l'élection de Chen en 2000. Deux ans plus tard, le *Rapport sur la défense nationale de 2002* mettait l'accent sur l'objectif de renforcer les capacités de riposte de Taiwan en changeant de doctrine opérationnelle traditionnelle : la doctrine « maintenir le contrôle des airs et de la mer, mener des opérations anti-débarquement » allait devenir « maintenir le contrôle des airs et de la mer, mener des opérations défensives sur le terrain, et maximiser les capacités conjointes de combat »⁽³⁹⁾. Le *Rapport sur la défense nationale de 2004* présentait une description détaillée de la stratégie de « défense active » et précisait que les contre-attaques devaient inclure des opérations d'information et de guerre électronique, des frappes de précision à longue portée, et impliquer les forces aériennes et navales. L'objectif de ces contre-attaques était de « paralyser rapidement les centres névralgiques de l'ennemi et de retarder son invasion, afin de mettre à mal son ambition de remporter une victoire décisive dès la première bataille, et ainsi de mettre fin rapidement à la guerre »⁽⁴⁰⁾. Derrière l'idée de défense active prônée par le PDP, la production en masse des missiles d'attaque terrestre Hsiung Feng (HF)-2E devint un élément essentiel de la modernisation militaire de Taiwan et du renforcement de ses capacités de défense stratégique.

Par ailleurs, chaque exercice ou entraînement militaire mené sous la présidence de Chen était conçu pour faire face à des scénarios centrés sur une attaque de l'APL et sur une riposte aux nouvelles capacités de cette dernière. Après la crise de 1995-96, l'APL commença à se concentrer sur des capacités militaires spécialement adaptées au scénario taiwanais : amélioration des forces spéciales d'intervention, renforcement des unités de reconnaissance et de surveillance, et renforcement des essais amphibies. Les unités concernées étaient formées et équipées de façon non seulement à mener une invasion amphibie, mais aussi à effectuer des frappes navales et aériennes contre Taiwan. Leur mission comprenait : 1) la reconnaissance et le ciblage ; 2) les frappes à petite échelle, y compris de décapitation ; 3) l'évaluation de dommages infligés par ces frappes ; 4) les attaques contre les infrastructures civiles et les installations militaires.

Afin de faire face à la menace que représentaient des attaques de missiles et/ou des opérations de décapitation chinoises, Taiwan décida d'améliorer et de renforcer ses exercices militaires organisés pour évaluer la qualité de formation et le degré de préparation de ses troupes. Chaque année, le premier exercice militaire annuel mené à Taiwan, l'exercice Han Kuang, est censé préparer l'armée à différents scénarios d'attaque de l'APL. Il comprend des entraînements dans les domaines suivants : réponse à des menaces sur les défenses aériennes de l'île ; opérations d'assaut anti-amphibie et anti-aérien, guerre anti-sous-marine, guerre air-sol, contre-terrorisme ; défense des infrastructures civiles et urbaines, guerre d'information et contre-guerre d'information, intégration du commandement des forces de réserve, et utilisation de sites non aériens par l'armée de l'air. Parallèlement, des exercices de moindre envergure se concentrent sur le contre-terrorisme, la mobilisation des forces de réserves et l'anti-décapitation.

Malgré ces changements de posture, le débat continue à Taiwan sur la stratégie militaire et la doctrine opérationnelle les plus appropriées pour la Rdc. La Chine peut-elle être dissuadée de passer à l'action militaire contre Taiwan ? Dans la mesure où il n'est pas réaliste de chercher à atteindre un véritable équilibre militaire entre les deux rives, beaucoup d'analystes taiwanais ont prôné la recherche d'un équilibre asymétrique, équilibre dans lequel les États-Unis servent de levier et Taiwan dépend des investissements et du soutien militaire américains pour dissuader la Chine d'attaquer.

La stratégie militaire et la doctrine opérationnelle de Taiwan depuis 2008

En matière de stratégie militaire, le gouvernement de Ma Ying-jeou a repris à son compte la stratégie de défense en place avant la présidence de Chen Shui-bian, mettant à nouveau l'accent sur « une défense ferme et une dissuasion efficace ». Ce retour en arrière fut inscrit dans la Revue quadriennale de défense de 2009 et dans le Rapport sur la défense nationale

36. Su Tzu-yun, « The Evolution of Taiwan's Defence Strategy and Defence Concept of Taiwan's New Administration », *Taiwan Defense Affairs*, vol. 1, n° 1, 1er octobre 2000, p. 124-125.

37. Cette approche peut expliquer pourquoi Hau a proposé une doctrine opérationnelle fondée sur la défense en profondeur et a fait construire une grande base aérienne et une base navale à l'est de Taiwan. Hau Pei-tsun, « Jing wai jue zhan'xing bu tong » (Mener une bataille décisive en dehors de nos frontières n'est pas envisageable), *China Times*, 5 juillet 2000, www.cetin.net.cn/cetin2/servlet/cetin/action/HtmlDocumentAction?sessionId=BC53BCEAA818FD940EFB757B200069B7?baseid=1&docno=149652 (consulté le 13 décembre 2011).

38. *bid.*

39. *Rapport sur la défense nationale de 2002*, p. 80.

40. *Rapport sur la défense nationale de 2004*, p. 64-65.

de 2009⁽⁴¹⁾. Cette doctrine veut que lorsque la guerre est inévitable, l'armée doit maximiser ses capacités opérationnelles conjointes, incorporer toutes ses capacités de défense et s'engager dans la défense du territoire afin de rejeter, repousser et éliminer les forces ennemies et garantir la sécurité nationale⁽⁴²⁾.

Cette stratégie a été surnommée par certains « *hard RoC* » (« RDC dure »). La revue quadriennale stipule que la planification de la défense de Taiwan est guidée par une stratégie qui s'appuie sur une approche « dure comme la pierre » (*gu ruo pan shi*

missiles balistiques DF-16 et DF-21⁽⁵⁴⁾, des avions de chasse J-20⁽⁵⁵⁾, des sous-marins perfectionnés ainsi que des véhicules de transport aérien et maritime dans le but d'acquiescer des capacités A2/AD. Cette orientation fut de nouveau confirmée par le ministre de la Défense chinois, Liang Guanlie, qui déclara le 11 juin 2010 devant une délégation de la Force d'autodéfense japonaise que le « les affaires taiwanaises [constituaient] le centre de gravité du développement militaire de la Chine »⁽⁵⁶⁾.

Même si les relations à travers le détroit se sont stabilisées ces dernières années, la sécurité de Taiwan continue de dépendre fortement du soutien continu des États-Unis. Après la crise de 1995-96, le budget militaire de Taiwan était en moyenne de 9 milliards de dollars par an pour la période 1995-99, soit 3,3 % du PNB de Taiwan et 22,7 % des dépenses annuelles de l'État. Pendant les deux mandats de Chen, le budget annuel de défense de Taiwan baissa légèrement pour atteindre une moyenne de 8,8 milliards de dollars par an, soit 2,5 % du PNB et 17 % des dépenses annuelles. Depuis 2008, le budget de défense n'a cessé de décroître pendant les trois dernières années du premier mandat présidentiel de Ma Ying-jeou puisqu'il est passé de 10,5 milliards de dollars en 2008 à 9,6 milliards en 2009 et 9,3 milliards en 2010. Cette tendance risque de limiter la capacité de Taiwan à financer la recherche et le développement militaires, évolution qui peut inquiéter Washington si elle implique une dépendance accrue de Taiwan vis-à-vis des États-Unis⁽⁵⁷⁾.

Appuyé par les Américains, Chen annonça en 2005 que Taiwan avait pour objectif de renverser cette tendance et d'augmenter le budget militaire pour qu'il atteigne 3 % du PIB d'ici à 2008. Washington encouragea Taiwan à augmenter son budget de défense et à se concentrer sur le renforcement et le maintien de ses forces armées⁽⁵⁸⁾. Dès son élection en 2008, Ma promit de maintenir le budget militaire à 3 % du PIB, et cette promesse fut réaffirmée dans la *Revue quadriennale de 2009*, même si cela s'est avéré difficile. Malgré la taille relativement réduite du budget militaire de Taiwan, l'île continue d'acheter des armes aux États-Unis dans le but de bâtir une force de dissuasion, petite et légère, qui lui permettra de maintenir la paix à travers le détroit.

Aujourd'hui, Taiwan cherche à réduire la taille de son armée pour en faire une force plus moderne et plus professionnelle⁽⁵⁹⁾. Grâce à l'amélioration des relations à travers le détroit, Taiwan s'est fixé pour but d'avoir une armée entièrement professionnelle d'ici à 2014. La RdC espère ainsi pouvoir se doter d'une force d'élite réduite mais puissante qui lui permettra de mettre en œuvre sa doctrine de « défense ferme et de dissuasion efficace ». Taiwan ne peut en effet se lancer dans une course aux armes avec la Chine. Selon le *Rapport sur la défense nationale de 2009*, la victoire ne tient plus à l'« élimination totale des ennemis » mais plutôt à « la défense de chaque centimètre du territoire en repoussant le débarquement des ennemis »⁽⁶⁰⁾.

À l'heure actuelle, l'armée de terre de la RdC compte environ 200 000 hommes. Elle est équipée de chars M-48H « Brave Tiger » datant des années 1960 mais modernisés (capteurs et électronique), de chars de combat M-60A3, et des véhicules blindés de transports de troupes M-113 plus récents⁽⁶¹⁾. La plus grande partie de l'artillerie est tractée, même si elle comprend également certains lance-roquettes multiples, y compris le Ray Ting-2000 qui est une variation locale du modèle américain M-270. Sa flotte d'hélicoptères d'attaque AH-1W Cobra est désormais complétée par des Apaches AH-64D équipés du système de radar Longbow, et Taiwan doit bientôt s'équiper d'hélicoptères de transport UH-60 Blackhawk⁽⁶²⁾.

L'armée de l'air taiwanaise a un effectif de 45 000 hommes et possède 450 chasseurs-bombardiers allant des obsolètes F-5 aux avions de chasse

Ching-kuo, également appelés Indigenous Defence Fighters (IDF), et environ 200 F-16A/B et Mirages 2000⁽⁶³⁾. L'acquisition de 66 avions de combat F-16 C/D devrait remplacer les F-5 vieillissants⁽⁶⁴⁾.

La marine taiwanaise compte elle aussi 45 000 hommes et est équipée en majorité d'anciens vaisseaux navals américains, dont quatre destroyers de type Kidd, armés de missiles antinavires Harpoon et de missiles terre-air SM-2 de moyenne portée. Elle possède 22 frégates, auxquelles s'ajouteront huit frégates de classe Perry équipées de systèmes d'armements anti-sous-marins et antinavires, et plus de 69 navires d'attaque rapide équipés de missiles antinavires⁽⁶⁵⁾.

Les missiles sont des armes hautement prioritaires dans le développement militaire de Taiwan. Ils incluent les missiles de croisière antinavire tels que les HF-2E, et les systèmes de missile tels que les systèmes air-terre PAC-3 Patriot et Tien Kung utilisés par l'armée. Par ailleurs, Taiwan doit bientôt produire en masse un système de missiles air-terre nommé Wan Chien, conçu pour couper court à toute invasion chinoise en frappant les bases aériennes et portuaires sur le continent⁽⁶⁶⁾. Il est intéressant de noter que Taiwan a présenté les missiles HF-III (fabriqués à Taiwan) le jour même où la Chine débutait les essais en mer de son premier porte-avions et a décrit le nouveau missile déployé sur les frégates de classe Perry comme un « destructeur de porte-avions »⁽⁶⁷⁾.

Les nouvelles perceptions sécuritaires et le nouveau rôle de l'armée depuis mai 2008

Paradoxalement, en dépit du renforcement militaire du régime chinois ces dernières années, Taiwan semble estimer que la probabilité d'un conflit militaire avec la Chine dans un avenir prévisible est plutôt réduite⁽⁶⁸⁾. Cette

54. Rich Chang, « China aims new missile types at Taiwan, NSB says », *Taipei Times*, 17 mars 2011, www.taipetimes.com/News/front/archives/2011/03/17/2003498376 (consulté le 13 décembre 2011).
55. Carlo Kopp, « The Strategic Impact of China's J-20 Stealth Fighter », *Air Power Australia – Australia's Independent Defence Think Tank*, 9 janvier 2011, www.auseairpower.net/APA-NOTAM-090111-1.html (consulté le 13 décembre 2011).
56. « China Seeks to Neutralize Japan-U.S. Security Treaty », *The Asahi Shimbun*, 21 juin 2010, www.asahi.com/english/TKY201006200174.html (consulté le 13 décembre 2011). Voir également Yang Nien-dzu, « Taiwan's Defense and Strategy », *India Strategic*, janvier 2011, www.indiastrategic.in/topstories867.htm (consulté le 13 décembre 2011).
57. « Cross-Strait Military Imbalance 'Troubling': US », *The China Post*, 18 août 2010, www.chinapost.com.tw/taiwan/national/national-news/2010/08/18/269066/Cross-strait-military.htm (consulté le 13 décembre 2011).
58. Shirley A. Kan, « Taiwan: Major U.S. Arms Sales since 1990 », CRS Report for Congress, 28 septembre 2010, p. 31.
59. Rapport sur la défense nationale de 2009, p. 113.
60. *Ibid.*
61. *The Military Balance 2011*, London, International Institute for Strategic Studies, 2011, pp. 272-273.
62. Kan, « Taiwan: Major U.S. Arms Sales since 1990 », p. 65.
63. *The Military Balance 2011*, op. cit., p. 274.
64. Dean Cheng, « Meeting Taiwan's self-defense needs », *Backgrounder*, n° 2379, The Heritage Foundation, 26 February 2010, p. 6-7.
65. *The Military Balance 2011*, op. cit., p. 273.
66. Agence France-Presse, « Taiwan developing new air-to-surface missile: Lawmaker », *Defense News*, 6 septembre 2011, www.defensenews.com/story.php?i=7600533&c=air; land&s=TOP (consulté le 13 décembre 2011).
67. Agence France-Presse, « Taiwan Hails Missile as 'Aircraft Carrier Killer' », *Defense News*, 6 septembre 2011, www.defensenews.com/story.php?i=7600533&c=ASI&s=LAN (consulté le 13 décembre 2011).
68. Cf. les « Indices de paix à travers le détroit » (Cross-Strait Peace Indices, CSPI), publiés par Exchange for Future Events, le plus grand centre virtuel de prédiction des marchés en langue chinoise, basé à Taipei. Le CSPI shows montre que l'indice cumulé demeure inchangé et que les attentes d'un conflit militaire restent faibles. (www.future.org/contract_groups/2378, consulté le 16 décembre 2011).

perception prévaut depuis l'élection de Ma Ying-jeou et peut être attribuée à plusieurs facteurs : une perception affinée des intentions de la Chine à court terme ; une meilleure compréhension des « lignes rouges » chinoises issues de la nouvelle politique de la RPC à l'égard de Taiwan ; une compréhension plus aigüe de la situation complexe de la politique intérieure de Taiwan ; et la détermination des États-Unis à continuer d'assumer un rôle important dans la région Asie-Pacifique.

Parallèlement, les espoirs concernant le recours à des mesures de renforcement de la confiance et la fin des hostilités entre les deux rives se sont accrus ces dernières années. L'objectif de ces mesures serait de développer des modes de comportement stables et prévisibles qui permettraient à Taiwan comme à la Chine d'évaluer les intentions de l'autre, éviter les conflits accidentels et maintenir la paix. Par ailleurs, certains observateurs de Taiwan ont défendu l'idée de développer la coopération avec le continent dans le domaine de la sécurité non traditionnelle, c'est-à-dire la lutte contre la criminalité transnationale, le terrorisme, le trafic de drogue, les pandémies, les secours en cas de catastrophe et l'aide humanitaire. Ces domaines d'action sont moins sensibles politiquement et pourraient offrir une première expérience de collaboration avant d'aborder les questions plus épineuses de défense bilatérale.

Les désastres provoqués par le typhon Morakot le 8 août 2009 marquèrent un tournant dans l'évolution du rôle de l'armée de Taiwan. Depuis cette catastrophe, les forces armées de la RdC sont responsables non seulement de faire face aux menaces de la Chine, mais aussi d'effectuer des missions non sécuritaires traditionnelles telles que les secours en cas de catastrophe naturelle ou la lutte contre le terrorisme⁽⁶⁹⁾. Les conséquences politiques de ce qui a été perçu comme une mauvaise coordination des opérations de secours par le gouvernement Ma se sont traduites directement par une pression accrue sur l'appareil de défense pour qu'il se donne les moyens de répondre aux catastrophes naturelles. Cette évolution risque toutefois de forcer le gouvernement à faire des choix entre les opérations de combat traditionnel et les secours aux populations sinistrées. Même si Taipei insiste sur le fait que le renforcement des opérations de combat et le maintien de capacités de dissuasion restent les premières priorités de l'armée, les secours aux populations sinistrées sont clairement en train d'émerger comme une mission-clé des forces armées de l'île, certains commentateurs allant même jusqu'à avancer que les catastrophes naturelles représentent une plus grande menace pour Taiwan que l'APL⁽⁷⁰⁾.

Parallèlement aux stratégies orientées vers la défense et les missions non traditionnelles, le gouvernement de Ma a également commencé à explorer certaines mesures susceptibles de rétablir la confiance à travers le détroit. Jusqu'à aujourd'hui, la plupart des mesures de ce type sont des avancées caractérisées par des déclarations unilatérales qui ne sont pas toujours suivies de réponses. Par exemple, la décision de Ma de mettre moins l'accent sur la question de l'indépendance, sa promesse de respecter les « trois non » (non à l'unification, à l'indépendance et à l'usage de la force), et ses déclarations en faveur d'une négociation avec Pékin sur la base du « consensus de 1992 » lors de son discours inaugural peuvent être considérées comme autant de mesures visant à renforcer la confiance à travers le détroit.

Du côté de la Chine, le livre blanc de 2010 sur la défense nationale met l'accent non seulement sur l'importance du « consensus de 1992 » dans les relations à travers le détroit, mais il souligne également que les « deux rives peuvent discuter avec pragmatisme des relations politiques dans le contexte spécial actuel qui implique de prendre en compte que la Chine

n'est pas encore réunifiée ». Les deux parties peuvent, au moment qui conviendra, entretenir des contacts et des échanges sur les questions militaires ainsi que discuter de mécanismes militaires et sécuritaires de renforcement de la confiance mutuelle, dans le but d'agir ensemble pour adopter des mesures permettant de stabiliser les relations entre les deux rives et d'apaiser les inquiétudes autour des questions de sécurité militaire⁽⁷¹⁾. C'est la première fois que Pékin déclare publiquement que les deux rives du détroit peuvent explorer le renforcement de la confiance mutuelle en matière de sécurité militaire sous l'aune du principe d'« une seule Chine ».

Conclusion

Depuis la fin des années 1980, la perception de la menace militaire chinoise à Taiwan est plus ou moins forte en fonction des périodes et, dans une large mesure, oscille au gré des changements de la politique chinoise à l'égard de Taiwan. Avant 1993, lorsque Pékin mettait l'accent sur la réunification pacifique dans le cadre de l'approche « un pays, deux systèmes », et que les deux rives étaient engagées dans des pourparlers, les perceptions à Taiwan d'une menace militaire chinoise étaient faibles. Après 1993, lorsque la Chine effectua une série d'exercices militaires dans le but d'empêcher les gouvernements de Lee Teng-hui et de Chen Shui-bian de poursuivre l'« indépendance de Taiwan », la perception d'une menace chinoise devint plus vive. Après l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao en 2002, qui s'est traduite par l'adoption d'une politique plus modérée à l'égard de Taiwan, la menace militaire chinoise sembla s'être à nouveau atténuée. C'est encore le cas aujourd'hui, bien que la Chine se soit engagée dans un vaste programme de modernisation de son armée et ait déployé sur ses côtes plus de mille missiles pointés sur Taiwan.

La politique de Taiwan en matière de défense et d'achat d'armes a elle aussi évolué en fonction du degré de menace que représentait la Chine aux yeux de Taipei. Les changements de priorité dans la stratégie militaire et la doctrine opérationnelle adoptés pendant la présidence de Chen Shui-bian illustrent bien la manière dont la politique de défense de Taiwan a évolué au gré des défis posés par la puissance militaire chinoise. Nous parlons ici du passage des concepts de « défense ferme et dissuasion efficace » jointe à une « défense en profondeur » à ceux de « dissuasion effective et défense ferme » avec celui de « campagne décisive au-delà du territoire ».

Il est important de rappeler que la ligne politique plus modérée suivie par la Chine sous Hu Jintao ne signifie nullement une remise en cause de l'objectif ultime de la Chine qu'est la réunification avec Taiwan. L'adoption d'une politique plus modérée par Pékin est le reflet non seulement de l'échec de l'attitude plus agressive menée lors de la crise du détroit de 1995-96 mais aussi de la volonté de la Chine de mettre l'accent sur son essor et son développement pacifiques.

Quels que soient les motifs de son adoption, la nouvelle politique chinoise à l'égard de Taiwan a eu un impact profond sur les perceptions sécuritaires à Taiwan, et nombre d'observateurs se sentent moins exposés à une menace militaire de la Chine en dépit de la modernisation de l'armée chi-

69. Chih Judy Lin, « Typhoon Morakot and impact on Taiwan », MCSS/Center for Security Studies in Taiwan, 3 septembre 2009, www.mcsstw.org/www/research2.php?article_id=67&keyword=mcss_briefing (consulté le 13 décembre 2011).

70. Michael S. Chase, « The role of U.S. arms sales in Taiwan's defense transformation », *China Brief*, vol. 10, n° 5, 5 mars 2010, p. 5-7.

71. *China's National Defence in 2010*, Beijing, Information Office of the State Council, March 2011.

noise et du déploiement de missiles en face de l'île. Un sondage récent montre d'ailleurs que seulement 10,1 % des Taïwanais interrogés se déclarent inquiets de la possibilité d'un conflit militaire dans le détroit dans un avenir proche⁽⁷²⁾.

Il est difficile de dire combien de temps cet environnement sécuritaire à travers le détroit peut durer alors que des désaccords fondamentaux persistent entre Taiwan et la Chine. Un facteur qui risque de compliquer les efforts visant à maintenir le statu quo dans le détroit est celui de la perception identitaire parmi la population taïwanaise. Malgré le resserrement des liens économiques entre Taiwan et la Chine sous la présidence de Ma Ying-jeou depuis mai 2008, le pourcentage de personnes se déclarant « Taïwanais » dans les sondages ne cesse d'augmenter puisqu'il est passé de 48,4 % en 2008 à 54,2 % en 2011. Au cours de la même période, le nombre de personnes interrogées se déclarant « Chinoises » a baissé pour n'atteindre que 4 %⁽⁷³⁾. De plus, les

sondages montrent que le pourcentage de Taïwanais se prononçant en faveur d'un maintien du statu quo (permanent ou temporaire)⁽⁷⁴⁾ continue d'augmenter puisqu'il est passé de 57,3 % en 2008 à 60,1 % en juin 2011⁽⁷⁵⁾. Ces chiffres semblent indiquer que la politique modérée de la Chine n'a pas eu tous les résultats que ses concepteurs avaient pu espérer.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette analyse ? Il est probablement raisonnable de dire que, bien que les relations entre les deux rives se soient améliorées sous la présidence de Ma Ying-jeou, la possibilité d'un conflit armé demeure, et la perception d'une menace militaire chinoise à Taiwan ne disparaîtra pas totalement tant que des désaccords politiques fondamentaux persisteront entre Taiwan et la Chine et tant que cette dernière ne renoncera pas à l'usage de la force.

■ Traduit par Raphaël Jacquet

72. Cross-Strait Peace Index (CSPI), http://xfuture.org/contract_groups/3a9c29ba-eb01-4f65-ac08-fa4af41a5a0f (consulté le 13 décembre 2011).

73. « Identification Distribution in Taiwan, 1992-June 2011 », Election Study Center (ESC), National Chengchi University (NCCU), <http://esc.nccu.edu.tw/modules/tinyd2/content/TaiwanChineselD.htm> (consulté le 13 décembre 2011).

74. Le terme « *statu quo* permanent » signifie une situation durable de séparation pacifique entre les deux rives ; le terme « *statu quo* temporaire » fait référence à une période de séparation plus courte dont l'issue est soit la réunification soit l'indépendance dans un avenir prévisible. Cf. « Reunification vs. Independence Distribution in Taiwan 1994-June 2011 », ESC, NCCU, <http://esc.nccu.edu.tw/english/modules/tinyd2/content/tondulD.htm> (consulté le 13 décembre 2011).

75. *Ibid.*